



UMIH UNION DES MÉTIERS ET
DES INDUSTRIES DE L'HÔTELLERIE

Service juridique, des affaires réglementaires et européennes

Circulaire juridique n°12.24
du 25/03/2024

Aide énergie : Nouveauté 2024

Aide « guichet électricité » pour les entreprises de taille intermédiaire (« ETI »)

Le décret n°2024-251 du 22 mars 2024 institue une aide visant à compenser la hausse des coûts d'approvisionnement de l'électricité des entreprises particulièrement affectées par les conséquences économiques et financières de la guerre en Ukraine.

Le décret crée une aide **à destination exclusivement des ETI grandes consommatrices d'énergie** qui subissent une hausse des coûts d'approvisionnement d'électricité en 2024 et dont l'activité est particulièrement affectée par les conséquences économiques de l'invasion de l'Ukraine par la Russie.

L'aide sera versée directement à l'entreprise.



RESUME DES AIDES 2024

Le bouclier tarifaire pour les TPE éligibles (contrat aux tarifs de vente réglementés/ tarifs « bleu ») est bien reconduit jusqu'en février 2025. Toutefois ce tarif peut faire l'objet d'une augmentation deux fois par an, la première augmentation étant prévue au 1^{er} février 2024 et est de l'ordre de 10%.

Une nouvelle aide « plafond de prix » à 230€/MWH (hors taxes hors turpe) est ouverte aux TPE qui ne bénéficient pas du bouclier tarifaire (*cf. circulaire juridique 09.24*).

Cette aide permet de lisser le prix de l'électricité sur l'année à 230€/MWH. L'aide est appliquée directement sur la facture.

Si la TPE ne bénéficiait pas de l'amortisseur électricité en 2023, elle devra envoyer une **attestation** à son fournisseur **au plus tard le 31 mars 2024** (*modèle type sur le site du fournisseur, à défaut en annexe du décret consultable [ici](#)*).

Les conditions pour en bénéficier :

1. Etre une TPE
2. **Avoir signé un contrat avant le 30 juin 2023 pour l'année 2024**
3. Ne pas être en procédure collective, ni avoir de dette sociale ou fiscale au 31 décembre 2022.

L'amortisseur électricité pour les TPE/PME **ayant conclu un contrat avant le 30 juin 2023** (*cf. circulaire juridique N°08.24*).

L'aide est appliquée directement sur la facture.

Une attestation est à adresser par les TPE/PME éligibles, si elles n'ont pas bénéficié de l'amortisseur en 2023 les entreprises devront adresser leur **attestation** à leur fournisseur **au plus tard le 31 mars 2024** (*modèle type sur le site du fournisseur, à défaut en annexe du décret consultable [ici](#)*).

Le montant de l'amortisseur électricité est revu à la hausse, avec une prise en charge de l'Etat qui varie selon la structure du demandeur (extraits du décret N°2023-1421) :

- **pour les TPE**, prise en charge par l'Etat de 100% de la facture **dans la limite de 90% des volumes consommés si le prix moyen excède 230€ /Mwh**
- **pour les PME**, prise en charge par l'Etat de 75% de la facture **dans la limite de 90% des volumes consommés si le prix moyen excède 250€/Mwh**

L'aide guichet au paiement des factures (*objet de la présente circulaire*) cette aide a été reconduite pour 2024 ; toutefois le périmètre est réduit et ne concerne que l'électricité et n'y seront éligibles que les ETI énérgo-intensives (*soit les entreprises de taille intermédiaires dont les dépenses d'énergie correspondent à au moins 3% du CA de l'entreprise, non éligibles à l'amortisseur électricité*).

Pour bénéficier des aides susvisées, l'entreprise ne doit pas être en procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire ou disposer d'une dette fiscale ou sociale impayée au 31 décembre 2022.

Evolution de l'aide guichet en 2024 : exclusivement pour les ETI grandes consommatrices d'énergie

L'aide guichet évolue en 2024, elle ne bénéficiera qu'aux entreprises de taille intermédiaire¹ grandes consommatrices d'énergie qui ne sont pas éligibles à l'amortisseur électricité.

L'aide s'articule comme suit :

- **Réservées aux seules ETI grandes consommatrices d'énergies**, c'est-à-dire celles **dont les dépenses d'énergie (toutes énergies confondues) pour la période éligible représentent au moins 3% de leur chiffre d'affaires 2021** ;
- **Avec un EBE négatif ou en baisse par rapport à 2021** ;
- **Les dépenses éligibles sont les dépenses d'électricité 2024** ;
- **Pour les contrats d'électricité signés ou renouvelés avant le 30 juin 2024** ;
- **L'aide vise à compenser 75% des factures d'électricité au-delà d'un prix plancher de 300€/MWh (TTC hors TVA déductible)** ;
- Aide non cumulable avec l'amortisseur électricité (cf. circulaire juridique N°08.24) ;
- Aide versée directement à l'entreprise ;
- Demande à déposer pour chacune des 4 périodes concernées au cours de l'année 2024.

1/ PRESENTATION GENERALE DE L'AIDE (article 1 du décret)

Il est institué une aide financière pour la période du 1^{er} janvier 2024 au 31 décembre 2024 destinée à compenser l'augmentation des coûts d'approvisionnement en électricité.

Cette aide bénéficie aux personnes morales de droit privé ou public suivantes exerçant une activité économique et particulièrement affectées par les conséquences de la guerre en Ukraine ci-après désignées par le mot « entreprises », et remplissant, à la date du dépôt de la demande, les autres conditions suivantes :

- 1/ Elles sont **résidentes fiscales françaises** ;
- 2/ Elles emploient moins de 5 000 personnes et ont un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;
- 3/ Si elles appartiennent à un groupe, celui-ci emploie moins de 5 000 personnes et a un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros ;
- 4/ Elles ne font pas partie des personnes visées au I de l'article 1 du décret n°2023-1421 susvisé (=PME éligibles à l'amortisseur électricité).**

L'aide prend la forme d'une subvention.

Le montant au-delà duquel s'applique l'obligation de conclure une convention est fixé à deux millions deux cent cinquante mille euros.

¹ Une entreprise qui, au niveau du groupe de sociétés, (i) a entre 250 et 4 999 salariés et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros soit un total de bilan n'excédant pas 2 milliards d'euros (ii) ou moins de 250 salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan. Les PME bénéficient de l'amortisseur électricité en 2024.

2/ CONDITIONS D'ELIGIBILITE (article 2 du décret)

Sont éligibles à l'aide prévue à l'article 1er les entreprises qui répondent aux conditions cumulatives suivantes à la date de dépôt de la demande d'octroi de l'aide :

- 1/ Elles ont été créées **au plus tard le 30 juin 2023** ;
- 2/ Lorsqu'elles sont constituées sous forme d'association, elles sont assujetties aux impôts commerciaux ou emploient au moins un salarié ;
- 3/ Elles exercent une activité éligible au sens du II du présent article à la date de la demande d'aide ;
- 4/ **Elles disposent d'au moins un contrat de fourniture d'électricité en vigueur en 2024 signé ou renouvelé avant le 30 juin 2023** ;
- 5/Elles n'ont pas déjà obtenu, au niveau du groupe :
 - un montant d'aide supérieur à **2 250 000 euros** d'aide sur le fondement de la section 2.1 de l'encadrement temporaire de crise et de transition en matière d'aides d'Etat adopté par la Commission européenne le 9 mars 2023 ;ou
 - un montant de **280 000 euros** au niveau du groupe pour les entreprises exerçant des activités dans le domaine de la production agricole primaire, ou **335 000 euros** au niveau du groupe pour les entreprises des secteurs de la pêche et de l'aquaculture ;

6/ **Elles ne font pas l'objet de sanctions adoptées par l'Union européenne**, et ne font pas partie des personnes, entités ou organismes spécifiquement désignés dans les actes juridiques instituant ces sanctions, des entreprises détenues ou contrôlées par des personnes, entités ou organismes ciblées par les sanctions adoptées par l'Union européenne, ou des entreprises présentes dans des secteurs ciblés par les sanctions adoptées par l'Union européenne, dans la mesure où l'aide porterait atteinte aux objectifs des sanctions pertinentes.

Secteurs d'activités exclus : Les entreprises exerçant à titre principal une activité dans le secteur de l'énergie, une activité d'établissement de crédits ou d'établissement financier ne sont pas éligibles au bénéfice de l'aide du présent décret.

2.1 Entreprises grandes consommatrices d'énergie

Les entreprises grandes consommatrices d'énergie sont les entreprises **qui ont des dépenses d'énergie au cours respectivement de la période éligible considérée** ou d'un mois de la période éligible considérée représentant :

- a) Au moins 3 % soit du chiffre d'affaires réalisé respectivement les mêmes mois de la période de référence ou du chiffre d'affaires réalisé au cours du même mois **de la période de référence**
- ou
- b) Au moins 3 % du chiffre d'affaires **de la période de référence**, ramené respectivement à la durée de la période éligible ou d'un mois ;

2.2 Périodes concernées

Une période éligible correspond à l'une des périodes suivantes :

Période N°1 : janvier, février et mars 2024 ;

Période N°2 : avril, mai et juin 2024 ;

Période N°3 : juillet, août et septembre 2024 ;
Période N°4 : octobre, novembre et décembre 2024.

2.3 La période de référence est définie comme :

- Pour les entreprises créées au plus tard le 31 décembre 2020 :
 - la période du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021 ;
- Pour les entreprises créées entre le 1^{er} janvier 2021 et le 31 décembre 2021 :
 - la période du 1^{er} janvier 2022 au 31 décembre 2022 ;
- Pour les entreprises créées entre le 1^{er} janvier 2022 et le 31 décembre 2022 :
 - la période du 1^{er} janvier 2023 au 31 décembre 2023 ;
- Pour les entreprises créées entre le 1^{er} janvier 2023 et le 30 juin 2023 :
 - la période du 1^{er} juillet 2023 au 31 décembre 2023 ;

2.4 Energies concernées pour calculer la part de 3% du CA

Les mots : « une énergie » ou « l'énergie » visent, selon le cas, le gaz naturel, l'électricité, la chaleur ou le froid produits à partir de gaz naturel ou d'électricité, à l'exclusion de tout autre produit énergétique.

Les mots : « les énergies » visent conjointement le gaz naturel, l'électricité, la chaleur et le froid produits à partir de gaz naturel ou d'électricité.

Les mots : « régularisations des dépenses d'électricité » visent les dépenses d'électricité faisant l'objet d'une facture définitive adressée par le fournisseur ;

Les dépenses d'énergie visent les dépenses liées à des achats d'énergie, lesquelles incluent toutes taxes, exceptée la taxe sur la valeur ajoutée déductible.

2.5 Notion de chiffres d'affaires

La notion de chiffre d'affaires s'entend comme :

- le chiffre d'affaires hors taxes réalisé
ou,
- lorsque l'entreprise relève de la catégorie des bénéfices non commerciaux, comme les recettes nettes hors taxes.

Pour la détermination du chiffre d'affaires ou des recettes nettes, il n'est pas tenu compte des dons et subventions perçus par les associations.

2.6 Calcul des coûts éligibles

Les coûts éligibles pour un mois donné correspondent, **sur le périmètre des contrats d'électricité signés ou renouvelés avant le 30 juin 2023 et encore en vigueur au cours du mois considéré, à la somme, sur ces contrats du produit entre, d'une part, :**

- la différence entre le prix unitaire de l'électricité payé par l'entreprise au cours du mois considéré et 300 euros par mégawattheure
et, d'autre part,
- le volume d'électricité consommé pendant chaque mois de la période éligible considérée au titre de ce contrat.

Si ce chiffre est négatif, il est considéré être égal à zéro.

Le coût éligible total sur la période éligible correspond :

- a) Si l'entreprise respecte le 1° du présent III sur la période éligible [=3% du CA en dépenses énergies], à la somme des coûts éligibles au cours de chacun des mois de la période éligible ;
- b) Si l'entreprise respecte le 1° du présent III sur seulement certains des mois de la période éligible [=3% du CA en dépenses énergies], à la somme des coûts éligibles au cours de chacun des mois pour lesquels le critère du 1° est respecté ;

Un groupe est soit une entreprise n'étant ni contrôlée par une autre, ni ne contrôlant une autre entreprise dans les conditions prévues à l'article L. 233-3 du code de commerce, soit un ensemble de sociétés et d'entreprises en nom propre liées entre elles dans les conditions prévues au même article.

2.7 Condition d'EBE

L'excédent brut d'exploitation est celui qui résulte de la définition mentionnée à l'annexe 1. Il est établi conformément au formulaire mis à disposition par la direction générale des finances publiques sur le site www.impots.gouv.fr

Une activité principale s'entend comme une activité dont le chiffre d'affaires représente plus de 50 % du chiffre d'affaires total de l'entreprise.

3/ PROCEDURE DE DEPOT DE LA DEMANDE D'AIDE

3.1 Dépôt de la demande générale sur le site des impôts et réception d'une notification d'éligibilité (article 3 du décret)

Les entreprises déposent une demande générale d'octroi de l'aide par voie dématérialisée **au plus tard le 31 mai 2024.**

Cette demande d'octroi de l'aide prend la forme d'une déclaration sur l'honneur.

Un modèle de déclaration sur l'honneur est disponible sur le site www.impots.gouv.fr.

La déclaration mentionne notamment :

- 1° Les données d'identification de l'entreprise ;
- 2° Son appartenance à l'une des catégories d'entreprises mentionnées à l'article 1er **[ETI résidentes fiscales françaises]** ;
- 3° La vérification par l'entreprise des conditions d'éligibilité mentionnés à l'article 2 ;
- 4° La prise de connaissance par l'entreprise des modalités prévues par le présent décret.

La direction générale des finances publiques notifie le 30 juin 2024 au plus tard à l'entreprise éligible son droit à bénéficier de l'aide prévue en application du présent décret, sous réserve qu'elle respecte les conditions fixées par le présent décret.

Cette notification précise :

- le fondement de l'octroi de l'aide,
- le montant maximal d'aide pouvant être perçu par l'entreprise au sens du I de l'article 5
- les modalités de calcul de l'aide et de contrôle prévues par le présent décret.

3.2 Après réception de la notification d'éligibilité à l'aide, les entreprises doivent déposer leur demande pour chacune des 4 périodes éligibles (article 4 du décret)

Les entreprises ayant reçu de la direction générale des finances publiques la notification peuvent déposer pour chacune des périodes éligibles une demande de versement de l'aide si elles remplissent les critères d'éligibilité définis par le présent décret au titre de la période éligible considérée.

Les entreprises mentionnées peuvent réaliser une demande de versement par trimestre de l'aide par voie dématérialisée dans les conditions suivantes :

- Période N°1 : janvier, février et mars 2024 :
 - Entre le 15 avril 2024 et le 31 juillet 2024 ;
- Période N°2 : avril, mai et juin 2024 :
 - Entre le 15 juillet 2024 et le 31 octobre 2024 ;
- Période N°3 : juillet, août et septembre 2024 :
 - Entre le 15 octobre 2024 et le 31 janvier 2025 ;
- Période N°4 : novembre et décembre 2024 :
 - Entre le 15 janvier 2025 et le 30 avril 2025

Pour les régularisations des dépenses d'électricité au titre des mois de janvier à décembre 2024, elle est déposée entre le 15 janvier 2025 et le 30 septembre 2025.

4/ CONDITIONS PARTICULIERES DE L'AIDE POUR CHAQUE PERIODE (articles 5, 6 & 7 du décret)

Toute entreprise mentionnée à l'article 1^{er} qui remplit les conditions prévues à l'article 2 et a obtenu la notification de la direction générale des finances publiques, pour chacune des périodes éligibles considérée, d'une aide, **lorsqu'elle remplit les conditions cumulatives suivantes** :

→ A la date de la demande de versement de l'aide, **elle ne se trouve pas en procédure de sauvegarde, redressement judiciaire ou liquidation judiciaire** ;

→ Elle est au **30 septembre 2023 à jour de ses obligations déclaratives fiscales et sociales et elle n'a pas à cette date de dette fiscale ou sociale impayée**. Il n'est pas tenu compte des dettes fiscales et sociales inférieures ou égales à un montant total de 1 500 euros, ni de celles dont l'existence ou le montant font l'objet, au 1er janvier 2024, d'un contentieux pour lequel une décision définitive n'est pas intervenue, ni de celles qui, à la date de dépôt de la demande de versement d'aide, ont été réglées ou sont couvertes par un plan de règlement respecté ;

→ Elle est **entreprise grande consommatrice d'énergie au sens du 1° du III de l'article 2 sur la période éligible [3% du CA en dépenses énergies éligibles]** ;

→ Elle a payé, au titre d'au moins un des mois de la période éligible considérée, **un prix unitaire d'électricité d'au moins 300 euros par mégawattheure**, au titre d'un contrat signé avant le 30 juin 2023 ;

→ Elle remplit l'une des deux conditions suivantes :

- **L'excédent brut d'exploitation**, au cours de la période éligible considérée ou au cours d'un mois de la période éligible considérée selon le choix de l'entreprise, **est en diminution par rapport à** :
 - l'excédent brut d'exploitation de la période de référence, ramené soit sur le même nombre de mois que la période éligible considérée, soit sur un mois ;
 - ou
 - l'excédent brut d'exploitation calculé soit sur le même ensemble de mois de la période de référence soit sur un mois de la période de référence ;

- L'excédent brut d'exploitation au cours de la période éligible considérée ou d'un mois de la période éligible considéré est négatif.

L'entreprise ne remplissant l'une des conditions ci-dessus que pour un ou plusieurs mois de la période éligible ne peut bénéficier de l'aide que pour ce ou ces mois.

L'option retenue par l'entreprise en application du a du 5° du I du présent article [=EBE] est conservée au sein d'une même période éligible ainsi que pour les périodes éligibles suivantes.

L'excédent brut d'exploitation est calculé ou vérifié, pour chaque période considérée, par un expert-comptable, par un commissaire aux comptes, tiers de confiance, ou par le comptable public assignataire pour les personnes morales de droit public, à partir du grand livre de l'entreprise ou de la balance générale à l'aide de la formule figurant à l'annexe 1.

4.1 Montant de l'aide (article 6 du décret)

Le montant de l'aide s'élève, pour chaque période éligible considérée, **à 50 % du coût éligible total de la période éligible considérée, dans la limite où :**

1/ L'aide ne conduit pas à ce que le montant total d'aides reçues par l'entreprise ou les entreprises d'un même groupe, au titre du présent décret, dépasse 2 250 000 euros, y compris les montants d'aide perçus au titre du IX de l'article 181 de la loi du 30 décembre 2022 susvisée, des chapitres IV et V du décret du 1^{er} juillet 2022 susvisé, du III de l'article 225 de la loi du 29 décembre 2023 susvisée, et de toute autre aide octroyée sur le fondement de la section 2.1 de la communication de la Commission 2023/C 101/03 du 9 mars 2023.

2/ L'aide ne conduit pas à ce que le montant total d'aides reçues par l'entreprise ou les entreprises d'un même groupe dépasse les plafonds d'aide visés à la section 2.4 de la communication de la Commission n° 2023/C 101/30 du 9 mars 2023 ;

3/ L'excédent brut d'exploitation de la période éligible considérée ou, si le critère du 5° du I de l'article 5 n'est respecté que pour certains mois de la période éligible, du mois de la période éligible considéré additionné au montant de l'aide ne dépasse pas :

→ Dans le cas où l'excédent brut d'exploitation de référence est positif, le montant de l'excédent brut d'exploitation de référence rapporté au même nombre de mois ;

→ Dans le cas où l'excédent brut d'exploitation de référence est négatif, zéro.

4.2 Documents à fournir (article 7 du décret)

La demande de versement de l'aide est accompagnée des justificatifs suivants :

1° **Une déclaration sur l'honneur** attestant que l'entreprise remplit les conditions prévues par le présent décret et l'exactitude des informations déclarées selon les modalités prévues sur le site www.impots.gouv.fr ;

2° **Une attestation d'un expert-comptable ou du commissaire aux comptes**, tiers de confiance, ou du comptable public assignataire pour les personnes morales de droit public.

L'attestation de l'expert-comptable est délivrée à la suite d'une mission d'assurance de niveau raisonnable réalisée conformément à la norme professionnelle agréée à l'article 5 de l'arrêté du 1er septembre 2016 portant agrément des normes professionnelles relatives au cadre de référence, au glossaire, à la norme professionnelle de maîtrise de la qualité (NPMQ), à la norme professionnelle

relative à la mission de présentation de comptes (NP 2300), à la norme professionnelle relative aux missions d'assurance sur des informations autres que des comptes complets historiques-attestations particulières (NP 3100), élaborées par le Conseil supérieur de l'ordre des experts-comptables dans sa rédaction en vigueur à la date de publication du présent décret.

L'attestation mentionne :

- La vérification visée au III de l'article 5 *[EBE visé à l'annexe 1 du décret]* ;
- Le numéro professionnel de l'expert-comptable ou du commissaire aux comptes.

Cette attestation est conforme au modèle établi par la direction générale des finances publiques disponible sur le site www.impots.gouv.fr.

Si l'entreprise mentionnée à l'article 1^{er} appartient à un groupe, l'expert-comptable indique dans l'attestation le numéro unique d'identification prévu à l'article R. 123-221 du code de commerce de chaque entreprise du groupe.

3° **Le fichier de calcul de l'aide** conforme au modèle établi par la direction générale des finances publiques et disponible sur le site www.impots.gouv.fr ;

4° **Le fichier de calcul de l'excédent brut d'exploitation** conforme au modèle établi par la direction générale des finances publiques et disponible sur le site www.impots.gouv.fr ;

5° **La balance générale de l'année 2021** ou, si la période de référence n'est pas 2021, de l'année ou des années civiles qui comprennent la période de référence définie au 3° du III de l'article 2, et la balance de la période éligible considérée ou des mois considérés ;

6° **Toutes les factures de chaque énergie portant sur la période éligible considérée utilisées par l'entreprise pour le calcul de l'énergie-intensité** au sens du 1° du III de l'article 2, ainsi qu'une liste récapitulant les factures correspondantes dûment référencées et les données utilisées dans ces factures ;

un modèle de liste est disponible sur le site www.impots.gouv.fr ; l'entreprise ayant toutefois la possibilité de démontrer cette énergie-intensité sur le périmètre de ses seules factures d'électricité ;

7° **Toutes les factures d'électricité portant sur la période éligible considérée**, correspondant aux contrats de fourniture signés ou renouvelés au plus tard le 30 juin 2023, **ainsi que le ou les contrats correspondants et leur date de signature, et une liste récapitulant les factures et les contrats correspondants dûment référencés et les données utilisées dans ces factures** ;

un modèle de liste est disponible sur le site www.impots.gouv.fr ;

8° Les coordonnées bancaires de l'entreprise.

L'aide est versée sur le compte bancaire fourni par l'entreprise.

4.3 Durée de conservation et contrôle de l'administration (article 8 du décret)

Les documents attestant du respect des conditions d'éligibilité à l'aide et du calcul de son montant, ainsi que l'attestation, **sont conservés par le bénéficiaire pendant dix années à compter de la date d'octroi de l'aide.**

Les agents publics de la direction générale des finances publiques peuvent demander à tout bénéficiaire de l'aide communication de tout document relatif à son activité, notamment administratif ou comptable, permettant de justifier de son éligibilité et du montant de l'aide reçue pendant cinq années à compter de la date de son versement.

Le bénéficiaire dispose d'un délai d'un mois pour produire ces justifications à compter de la date de la demande.

En cas d'irrégularités constatées, d'absence de réponse ou de réponse incomplète à la demande prévue à l'alinéa précédent, **les sommes indûment perçues font l'objet d'une récupération selon les règles et procédures applicables en matière de créances étrangères à l'impôt** et au domaine et selon les conditions prévues par la Communication n°2019/C247/01 de la Commission européenne sur la récupération des aides d'Etat illégales et incompatibles avec le marché intérieur prévoyant notamment **des intérêts de récupération**.

DOCUMENTS ET CONTACT UTILES

FAQ Aide guichet : [Information, dépôt Guichet Aide Electricité 2024 | impots.gouv.fr](#)

Au jour de la publication de la présente circulaire, les modèles et fiches de calcul pour constituer le dossier de demande d'aide ne sont pas encore en ligne sur le site des impôts.gouv.fr.

Conseiller départemental à la sortie de crise :

Pour mémoire, le [conseiller départemental de sortie de crise](#) peut être sollicité en cas de difficultés financières notamment liées à la hausse des coûts de l'énergie.

Pour toute question relative à votre contrat d'énergie, nous vous invitons à vous reporter à la **checklist énergie** du site de la médiation des entreprises.

En annexe de la présente circulaire le tableau récapitulatif des aides énergies 2024.